DÉLIBÉRATION N°CP 2021-337
DU 22 SEPTEMBRE 2021

3ÈME RAPPORT INTERNATIONAL 2021

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 222-16 du 15 décembre 2016 relative à la stratégie internationale de la Région Île-de-France modifiée par les délibérations n° CP 2018-162 du 30 mai 2018 et n° CP 2019-434 du 17 octobre 2019 ;

VU La délibération CP 2017-560 du 22 novembre 2017, relative à l'attribution de subventions dans le cadre des coopérations décentralisées (Liban, Tunisie, Madagascar, Japon), des dispositifs "Actions internationales" et "Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient" ;

VU la délibération n° CP 2018-104 du 16 mars 2018 relative à l'attribution de financements dans le cadre du dispositif actions internationales et de la coopération avec le Vietnam et le Maroc ;

VU La délibération CP 2019-434 du 17 octobre 2019 « 3ème rapport international 2019 » ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 21 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 21 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-55 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU l'accord de coopération signé entre le Comité Populaire de Hanoi et la Région Île-de-France le 20 décembre 1989 ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et la Ville d'Erevan signé le 26 avril 2011 ;

VU l'accord de coopération entre la Région Île-de-France et le District Autonomie d'Abidjan signé le 28 février 2018 ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2021 ;

VU l'avis de la Commission de la coopération internationale ;

VU l'avis de la Commission des finances ;

VU l'avis de la commission des relations internationales et des affaires européennes ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2021-337 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Signature d'un accord de coopération avec le Département de Rufisque

Approuve l'accord de coopération avec le Conseil départemental de Rufisque figurant en annexe 1 à la présente délibération et habilite la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 2 : Mise en œuvre de projets de coopération décentralisée

Projet JO DPT Rufisque

- Elaboration d'un diagnostic territorial des pratiques parasportives en coopération avec le Département de Rufisque

Affecte une autorisation d'engagement de **29 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « services généraux » - code fonctionnel 048 « autres actions internationales » - programme HP048-017 (104017) « coopération décentralisée » - action 10401702 « coopération décentralisée » du budget 2021.

- Etude de faisabilité de l'installation d'une recyclerie sportive en coopération avec le Département de Rufisque

Décide de participer, au titre de la coopération décentralisée avec le Département de Rufisque, au financement du projet détaillé en annexe 2 de la présente délibération par l'attribution à l'association 3S SEJOUR SPORTIF SOLIDAIRE d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **23 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'un convention conforme à la convention type Coopération décentralisée Fonctionnement adoptée par délibération CP 217-560 du 22 novembre 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **23 000 €** disponible sur le chapitre budgétaire 930 « services généraux », code fonctionnel 048 « autres actions internationales », programme HP048-007 (104007) « Rayonnement international », action 10400702 - Réseaux internationaux et francophonie du budget 2021.

Projet d'atelier d'art dramatique bilingue à Erevan

Décide de participer, au titre de la coopération décentralisée avec la municipalité d'Erevan, au financement du projet détaillé en annexe 2 de la présente délibération par l'attribution à l'association ARTEVA d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **14 000 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'un convention conforme à la convention type Coopération décentralisée Fonctionnement adoptée par délibération CP 217-560 du 22 novembre 2017, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 14 000 € disponible sur le chapitre budgétaire 930

« services généraux », code fonctionnel 048 « autres actions internationales », programme HP048-007 (104007) « Rayonnement international », action 10400702 - Réseaux internationaux et francophonie du budget 2021.

Article 3 : Attribution de neuf subventions au titre du dispositif Actions Internationales et Francophonie

Décide de participer, au titre du dispositif « Actions internationales et Francophonie », au financement des 9 projets détaillés en annexe 3 de la présente délibération par l'attribution de 5 subventions de fonctionnement d'un montant maximum prévisionnel de **158 800 €** et de 4 subventions d'investissement d'un montant maximum prévisionnel de **118 800 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type ' Fonctionnement ' adoptée par délibération n°CP 2017-560 du 22 novembre 2017 ou ' Investissement ' adoptée par délibération n°CP 2019-434 du 17 octobre 2019, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer

Affecte une autorisation d'engagement de 158 800 € disponible sur le chapitre 930 « services généraux » - code fonctionnel 048 « autres actions internationales » - programme HP048-019 « dispositif actions internationales » - action 10401902 « Dispositif actions internationales » du budget 2021.

Affecte une autorisation de programme de 118 800 € disponible sur le chapitre 900 « services généraux » - code fonctionnel 048 « autres actions internationales » - programme HP048-019 « Dispositif actions internationales » - action 10401901 « dispositif actions internationales » du budget 2021.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 et à l'article 29, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n°CR 2021-055 du 21 juillet 2021 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 4 : Soutien aux minorités au Moyen Orient

Décide de participer, au titre du dispositif « Fonds de soutien aux populations victimes de violences religieuses, ethniques et sexuelles au Moyen-Orient », au financement du projet détaillé en annexe 4 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant maximum prévisionnel de **100 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type investissement – Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient adoptée par délibération n° CP 2017-560 du 22 novembre 2017 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 100 000 €, disponible sur le chapitre 900 «services généraux» - code fonctionnel 044 « aide publique au développement » - programme HP044-013 (104013) « solidarité internationale », action 10401305 « Fonds de soutien aux minorités du Moyen-Orient » du budget 2021.

Article 5 : Avenant de prolongation de la convention FICOL sur le projet « Qualité de vie – Qualité de ville » à Hanoi

Approuve l'avenant à la convention n° CVN 1213 01 B adoptée par délibération n° CP 2018-104 du 16 mars 2018 tel qu'il figure en annexe 5 à la délibération et autorise la présidente du Conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 22 septembre 2021, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 22 septembre 2021 (référence technique : 075-237500079-20210922-lmc1123682-DE-1-1) et affichage ou notification le 22 septembre 2021.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - ACCORD DE COOPERATION AVEC RUFISQUE

Accord de Coopération
entre la Région Île-de-France (République Française)
et le Département de Rufisque (République du Sénégal)

Préambule

Considérant les liens historiques et les relations d'amitié entre la France et le Sénégal.

Considérant l'importance de la coopération décentralisée dans le renforcement de la coopération entre le République Française et la République du Sénégal ;

Considérant le rôle majeur des différents acteurs du développement local et des diasporas respectives en situation de travail, d'étude ou de formation dans la Région Île-de-France (République Française) et la région de Dakar, particulièrement dans le Département de Rufisque (République du Sénégal) ;

Considérant les opportunités de coopération entre ces deux territoires, en matière de promotion économique, culturelle et sociale ;

Considérant la volonté exprimée, lors de différentes rencontres de travail, par les autorités de la Région Île-de-France et du Département de Rufisque, de nouer des relations de coopération ;

La Présidente de la Région Île-de-France et le Président du Département de Rufisque, ci-après désignés « les parties », ont convenu d'établir, dans les termes qui suivent, un accord de partenariat entre leurs deux collectivités.

Article 1 – Dispositions générales

L'accord poursuit comme objectif la réalisation d'activités communes afin de développer et de fortifier les relations entre les deux parties, en approfondissant les liens existants, au service des populations, des organisations de la société civile et des institutions des deux territoires. Une attention particulière est portée à l'implication des jeunes et des entreprises des deux territoires.

Les deux parties décident de favoriser, dans le cadre d'un partenariat, le développement de leurs relations de coopération dans les domaines d'intervention qui relèvent de leurs compétences et/ou de leurs priorités politiques.

Ces relations se concrétisent par l'organisation d'échanges d'informations, d'expériences et d'expertises, la consultation réciproque et la mise en œuvre de projets communs de développement.

Article 2 – Contenu thématique

La Région Île-de-France et le Département de Rufisque, dans le cadre du présent accord de coopération, conviennent d'œuvrer à promouvoir les actions de partenariat au bénéfice de la jeunesse (à travers l'éducation et la recherche, la formation professionnelle et l'emploi), dans les domaines de la santé (soutien aux politiques de prévention, prise en compte du handicap, sport), du développement économique (attractivité, innovation, numérique et développement local), de la lutte contre le changement climatique et pour la biodiversité (aménagement et mobilités durables, déchets, pollution de l'air et de l'eau, énergies renouvelables), ainsi que les projets culturels et la francophonie.

De plus, les projets de coopération veilleront à intégrer des composantes d'appui institutionnel (au bénéfice des élus et des agents) et de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le champ des contenus thématiques de coopération pourra être élargi en commun accord des deux Parties et après validation lors d'un comité mixte.

Article 3 – Modalités de mise en œuvre

Les deux parties s'engagent à mener des actions de consultations réciproques, d'échange d'informations et d'expériences dans les matières relevant des axes de coopération identifiés.

Pour la réalisation des objectifs du présent accord de coopération, la Région Île-de-France et le Département de Rufisque conviennent de mettre en place un Comité mixte de coopération composé d'un nombre égal de représentants.

Cette instance commune est co-présidée par la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France (ou son représentant) et par le Président du Conseil départemental de Rufisque (ou son représentant). Elle est composée de représentants politiques et administratifs de chacune des parties signataires du présent accord, et se réunit au moins une fois tous les trois ans pour élaborer un programme d'actions conjointes.

Elle identifie et évalue les moyens nécessaires pour soutenir les projets s'inscrivant dans le programme d'actions conjointes, en s'assurant que les conditions nécessaires à la réalisation des actions projetées (compétence juridique à agir, consensus et mobilisation des parties prenantes) sont bien réunies.

Les deux parties veillent à ce que la montée en puissance du programme d'actions conjointes s'effectue de façon graduelle et raisonnée.

Les deux parties conviennent que toute aide, subvention, étude ou action relevant du présent accord, doit être avalisée par elles, afin d'en garantir la cohérence et la bonne exécution.

Les deux parties peuvent s'appuyer sur l'expertise de leurs organismes associés pour la réalisation d'opérations spécifiques.

Les financements dédiés à ce partenariat par la Région Île-de-France font l'objet d'affectations en Commission permanente, celle-ci approuvant en outre une convention définissant notamment l'objet des actions soutenues, leur montant prévisionnel et encadrant les modalités de versement de la subvention régionale.

Les subventions du Département de Rufisque font l'objet d'une attribution par délibération de son Conseil.

Dans la mesure du possible, les projets menés dans le cadre de cette coopération sont financés par les deux parties et font l'objet d'une recherche de cofinancements tiers.

Article 4 – Relations avec les tiers

Dans le cadre du présent accord de coopération, les deux collectivités territoriales pourront associer à la mise en exécution des programmes de coopération, les réseaux institutionnels, économiques, commerciaux, professionnels et associatifs locaux ou nationaux compétents.

Les opérateurs, personnes physiques ou morales, associés aux programmes de coopération devront disposer de l'aval et du soutien approprié de la Région Île-de-France et du Département de Rufisque.

Les deux collectivités territoriales pourront, d'un commun accord, solliciter une contribution financière et/ou technique d'organisations nationales, régionales et internationales ou de personnes physiques ou morales pour la mise en œuvre des projets retenus dans le cadre du présent accord.

Article 5 – Evaluation

Le programme d'actions prévu par le Comité mixte permanent de coopération doit faire l'objet d'une évaluation par cette instance. Cette évaluation est fondée sur des critères de performance élaborés conjointement et validés dans le cadre du Comité mixte.

Article 6 – Déplacements

Dans le cadre de missions techniques ou institutionnelles, les frais de transports internationaux sont à la charge de la partie qui se déplace, les frais d'hébergement et de transport local étant à la charge de la partie qui reçoit.

Article 7 – Durée, renouvellement et résiliation

Le présent accord entre en vigueur à compter de sa signature par les parties. L'accord est valable 10 ans reconductible tacitement deux fois pour des périodes de 10 ans.

Durant cette période, chacune des deux Parties se réserve le droit de dénoncer le présent accord si elle le juge nécessaire et sans avoir à en mentionner la cause.

La partie qui prendra l'initiative de la dénonciation la notifiera par écrit à l'autre Partie six (06) mois avant la date de prise d'effet de sa décision.

En cas de dénonciation du présent accord, les projets en cours de réalisation se poursuivront jusqu'à leur aboutissement final, à moins que les deux Parties ne décident autrement.

Article 8 – Modification et amendement

Le présent accord peut être modifié et amendé avec l'accord des parties.

Article 9 – Règlement des litiges

Les parties s'efforceront de trouver un règlement amiable par négociation, aux éventuels litiges susceptibles d'intervenir à l'occasion de l'exécution du présent accord.

Fait à _____, le _____
En deux (02) exemplaires originaux

La Présidente	**Le Président**
Région Île-de-France	**Département de Rufisque**
Valérie PÉCRESSE	**Souleymane N'DOYE**

ANNEXE 2 - FP COOPERATION DECENTRALISEE

r d 2 r

D R R r d d M r d r d **r r r r r r r r** **d r d R**

D d r r r r r r r d r

D r dr R d
d r
r d r

	M	**d r**	**M d**
d r r r r r r r d r			
	M d		

R D R M

D R R D R
dr d r R D
M
r d
R r M r R r d

R D R

D r r r r
D rr d r

D r
R d r D r d R d r r d r
r r d r d r d d d r r r r
d d r r r d d r
d d D r R

d r r r d r d r d d
D r d R d d r r r d r
r r d r r d r r d d d r r
r r d d r r r rr r d R D R
r d R d D r r d
rr r D d M r d r r r

r r r d d r r r d r
d d d r d R r r d r
d r d r d

r r r d r r d r
r d r d M R R r
d r d d r r r d d r d R
d r d r d r r r d d r d
r r rr r r r d d r d R r
r d M r d d

r r r r r r r d r d R
d d r d r r

D dr d r r r r
d r r r r r r r d
d

r

r **r** **r** r RD

R r R

D **M** **R** **R** **R** **D** **M** **D** **R**

r d r r

r r r

D		
	M	
R r		
r d d		

R		
	M	
R d r		
d r r		

r d 22 septembre

D R r r d d r d r dr r
r r

D d r r r r r r r d r

D r dr R d
d r
R r r

	M	**d r**	**M d**
d r r r r r r r d r			
	M d		

R D R M
D R R R
D R
dr d r d r
R
r d
R r M r R D r d

R D R

D r r r r r
D rr d r

D r
r r d r r d r d
r d r r r r r
r d r r d r d r

r d r d r dr r r r d r r r r
r r d r r r r d r r
r d r r r r
r

r r d r r r d r d r r
d d d r r r d r r d r
D r d r d r r
d r d r r d r d d d r

r r r r d d d d r d r r
r r r r d r d r r d
r d d d r d r d r

r r r d r r d r d r r
d rr r d r r d R r d r
R r r r

r r r r r r r d r d R

d d r d r r

D dr d r r r r
d r r r r r r r d
d

r
RM

r **r** **r** r RD

R r R

D **M** **R** **R** **R** **D** **M** **D** **R**

r d r r

r r r

D		
	M	
r d r r r r		
r r		
r d r r r		
r d d		

R		
	M	
d d r r		
r r r		
r		
d r		
R d r		

ANNEXE 3 - FP ACTIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

r d 22 septembre

D R r r M R
R R R D R D M R

D r D d
D r dr R d
d r
D r

	M	**d r**	**M d**
r D d			
	M d		

R D R M
D R R R
dr d r r r
R
r d
R r M d r d

R D R

D r r r r
D rr d r

D r
r r d d r d M r r d r d
d d r r

D r d r d M r d r d r r
d d r d rr r R r d
d r d R r d r r r r d
d r d r r d r r d
r R r r d r r
d r r r r d r r r r d
r d r r r r r d d
d R r r d d r r r
d r r r

r r r r r r r d r d R
d d r d r r

D dr d r r r r
d r r r r r r d
d

D d d
d d d d r r r

r
M R

r **r** **r** r RD

R r R

D **M** **R** **R** **R** **D** **M** **D** **R**

r d r r

r r r

D		
	M	
r		
r **r**		
r		
r **d** **r** **d**		
r **d** **r**		
r **r** **r**		
D		
r r		
r		
r **d** **r**		

R		
	M	
R		
D R M		
d		
r r		
d r r		
d d d r d d d d		

r d 22 septembre

D R r r R D M D
R D R M

D r D d
D r dr R d
d r
D r

	M	**d r**	**M d**
r D d			
	M d		

R D R M

D R M R
dr d r R D R
R RR D M
r d
R r M r R D M r d

R D R

D r r
D rr d r
M d rr r r r rd r d r r
d r r d rr d r r r
d

D r
r r d r r d d
r d d d r d r
r d d r d d d
r r d d r r d d d r
r r r d r d r r d r r d
r d r d d r r d r

r r r r d d d r d
r r r r d d d rr d R
r r d r d r d r r d r d d
d d r d d

r r r r r r r d r d R
d d r d r r

D dr d r r r r
d r r r r r r d
d

D d d

r r d d d r

r

r r r r RD

R r R

D M R R R D M D R

r d r r

r r r

D		
	M	
r		
rr		
d		
r d		
rr r r		
M r		
r		
rr		
r		
r		

R		
	M	
d R r		
d rr r		
r		
R d r		
d r r		
d r d		

r d 22 septembre

D R r r	
M D R	

D r D d
D r dr R d
d r
D r

	M	**d r**	**M d**
r D d			
	M d		

R D R M

D R DD R
dr d r R D
R
r d
R r M r M D D M r d

R D R

D r 22 septembre r
D rr d r

D r
r r d d r r d r
d d r d d r d
d d d r r r r r d d r
d d r r r
r r r r d r
r

r r r d d r d r
d r d d d rr r r d
d dr d r r d r r r d r
D r r d d d r r d

r r r r r r r d r d R
d d r d r r

D dr d r r r r
d r r r r r r d
d

D d d
r r d d

r

r r r r RD

R r R

D **M** **R** **R** **R** **D** **M** **D** **R**

r d r r

r r r

D		
	M	
r d		
r		

R		
	M	
R d r		
r r d d d r r d		
d r r		

r d 22 septembre

D	**R**				**r**		**r**		**R**	**D**	**R**
D	**RM**		**R**			**R**		**M**	**D**		**MM**
		D		**R**	**D**			**D**	**R**		

D r D d
D **r** **dr** R d
d **r**
D r

	M	**d** **r**	**M** **d**
r D d			
	M **d**		

R	**D**	**R**	**M**	

D D
dr d r R R D
M R M
r d
R r M d D M R R r d

R	**D**	**R**

D **r** 22 septembre
D rr d r

D **r**
D r d d rr r r r
d r d r d r r r d
r r d d r r d d r d
r d r r d r d d d d d r d
r d r r r r r r d d r
r r d r r d r r r d r r
d r r d d r d r d r
r d r d r
r r r r r r r d r d R
d d r d r r
D dr d r r r r
d r r r r r r d
d

D **d** **d**
r r r d d d r

r
D R

r **r** **r** r RD

R r R

D **M** **R** **R** **R** **D** **M** **D** **R**

r d r r

r r r

D		
	M	
rr		
r r		
d r d r r r rr r r r		
d		

R		
	M	
R r r r D		
r r d r r D		
R M R M		
R d r		
d r		

r d 22 septembre

D R	**r r**
R D R	**R D R**

D r D d
D r dr R d
d r
D r

	M	**d r**	**M d**
r D d			
	M d		

R D R M	

D M M
dr d r R R
R
r d
R r M d M R D

R D R	

D r 22 septembre d r
D rr d r

D r
r r r r d M r r r r
d r d d r r d d rr r
r d r d d r r rr
r r r d r

r d d r r
d r d R M D d r d r
r r r r d d d
d d d r

r r d r r d r d r r r
d r r d r r r d d r d
r r r r r d r d
r r

r r r r r r r d r d R
d d r d r r

D dr d r r r r
d r r r r r r d
d

D d d
r r r d d d r

r r r d r r r r d r r

r

D R

r **r** **r** r RD

R r R

D **M** **R** **R** **R** **D** **M** **D** **R**

r d r r

r r r

D		
	M	
r r d d		
r d r d		
r d r		
r r		

R		
	M	
R d r		
D r d d M r		
d r r		
d r r		

r d 22 septembre

D R r r RM R			
D M D R M R			
M D R			

D r D d
D r dr R d
d r
D r

	M	**d r**	**M d**
r D d			
	M d		

R D R M			
D R RM R			
M			
R D RR			
dr d r R M R			
R RR D M			
r d			
R r M d D r r			

R D R			

d r r r d d R M r
M d r

D r r
D rr d r
M d rr d rr d r r r d
r r r r d r r d r d
r d d r d d r r d
r r d r r d d r

D r
r r r d M r d r r
d d rr r d
d r d rr d r r d d d d
r d d r r r r r d D r
d d r r r r r r d

r d R r r
d r d r r d r d
D d d r d r d r
r d rr r r r d r r
d r
r r d d r r
d r r d d d d
r d d d

d r d r d r d
r r d d r d r
d r r r d r d
d rr r d r r d r
r r d d d r r
r d r d

r r r r r r r d r d R
d d r d r r

D dr d r r r r
d r r r r r r r d
d

D d d
rr d d r d r
r r d r r

r r r r d r r d r
M r d r r r

r
M D R

r r r r RD

R r R

D **M** **R** **R** **R** **D** **M** **D** **R**

r d r r

r r r

D		
	M	
r r		
r		
D		
D d r		
r r r		

R		
	M	
R d r		
D		
d r r R		

r d 22 septembre

D R r r

D r D d
D r dr R d
d r
D r

	M	**d r**	**M d**
r D d			
	M d		

R D R M

D
dr d r RD D D R
R RR D M
r d
R r M d D M D r r r

R D R

D r r r
D rr d r

D r
d r d r d r d dr d r d
r d r r r d d d d r d r d
r r r d r d r r
r r r

D **d** **d**

d d d d r r d d d

r

r **r** **r** r RD

R r R

D **M** **R** **R** **R** **D** **M** **D** **R**

r d r r

r r r

D		
	M	
r **r** **d**		
r **d** **d** **d**		
r **d** **r**		
r **r** **d** **r** **r** **r** **d** **rr**		
r **d** **r** **r** **d** **r**		
M d d r r		

R		
	M	
M r d r		
d r r		
d		
D		
R d r		

r d 22 septembre

D R r r D
R R R D D D R

D r D d
D r dr R d
d r
D r

	M	**d r**	**M d**
r D d			
	M d		

R D R M

D M
dr d r R RR RD D

r d
R r M d M d r r

R D R

D r 22 septembre r r
D rr d r

D r
r " r " r r d r r r
r r r r dr r d r d r
r d d d r r d r r

r r d r r d r r d r d d
d d r r d r
r r r d d d d d d
d r d r r

r r r r d r r r r d r
r r r d r r r d r
r r r r d r r d
r r d r D

r r r r r r r d r d R
d d r d r r

D dr d r r r r
d r r r r r r d
d

D d d
r r r d d d r

r

D R

r **r** **r** r RD

R r R

D **M** **R** **R** **R** **D** **M** **D** **R**

r d r r

r r r

D		
	M	
d d r d r		
d r r r		
r d r		
r d r		
d r		
r d		
r d		
R r r d r		
r r		
r d r		
r r d r		

R		
	M	
d r r		
r		
D r d D		
r		
R d r		

r d 22 septembre

D R r r R M
R D D D M D M R
D R

D r D d
D r dr R d
d r
D r

	M	**d r**	**M d**
r D d			
	M d		

R D R M

D R R
dr d r M M
R RR D M
r d
R r M d M r r d

R D R

D r 22 septembre d r
D rr d r

D r
r r r r d r d r r r
d r r r r d d r r
d d r d d r r d r d r

d r r r r r d r
r d r r d D d r r d r
d d d d r r r d DD
d r d d r r d d
d r d r r r r d d
r d r r r
r r r r r d r
r r d d r d r r r
d r r d r d r r d r d r
r r

r r r r r r d r r r d r d r
d d d r d r r r d d r
r r d r d r r

r r r r r r r d r d R
d d r d r r

D dr d r r r r
d r r r r r r d
d

D d d

r r r d d d r

r d r r r r r

r

D R

r r r r RD

R r R

D M R R R D M D R

r d r r

r r r

D		
	M	
R r r r		
R r d r rd r		
r d		
r r		
D r r r		

R		
	M	
R d r		
D		
d r r		

ANNEXE 4 - FP SOUTIEN AUX MINORITES AU MOYEN ORIENT

r d 22 septembre

D	**R**	**R**	**M**	**D**	**R**	**D**		
D	**M**	**R**	**R**	**R**	**D**	**R**	**R**	

D d d r d M r
D **r** **dr** R d
d **r**
d d r d M r

	M	**d** **r**	**M** **d**
d d r d M r			
	M **d**		

R	**D**	**R**	**M**				
D			D	R		R	
dr	d	r		R	D	R	

r d
R r r d

R	**D**	**R**	

D **r** r r r
D rr d r

D **r**
d d d r d D d r d r
r D r r r d rd
r

d d d r r d d d r d d r r
r r d d d d d rr d d r
d rd d r d d r
r d r r r r r d r r r

d r r r d r r d
r r d d r dr r r r

d d d d r r r r d r r
d r d r r r r d d
r dr

r r r d r d r d d d r d r
r d r r d r d r
d r d r r r r d d d d

r r r r r d r r
r r r d d r d r

r r r r r r d r d R
d d r d r r

D dr d r r r r
d r r r r r r r d
d

D d d
d d d d r r d d

r
R

r r r r RD

R r R

D M R R R D M D R

r d r r

r r r

D		
	M	
R **d r r r dr**		
r r d r d r d		
r d **r r r r**		
r		
r r r		
d		
r		

R		
	M	
R d r		
M r d r d r r r		
d r d		

ANNEXE 5 - AVENANT A LA CONVENTION AVEC L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT (FICOL HANOÏ)

AVENANT N°1

à la

CONVENTION DE FINANCEMENT FICOL CVN 1213 01 B

(Facilité de financement des initiatives des collectivités françaises)

Entre

L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT

L'Agence

Et

LA REGION ILE DE FRANCE

Le Bénéficiaire

AVENANT N°1 A LA CONVENTION DE FINANCEMENT CVN 1213 01 B

ENTRE :

LA REGION ILE DE FRANCE, représentée par Mme Valérie Pécresse, en sa qualité de Présidente dûment habilitée aux fins des présentes conformément à la délibération du Conseil Régional n°2018-104, en date du l6 mars 2018 et transmise au représentant de l'Etat le 20 mars 2018,

(ci-après le « Bénéficiaire ») ;

D'UNE PART,

ET :

L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT, établissement public à caractère industriel et commercial dont le siège est 5, rue Roland Barthes 75598 PARIS Cedex 12, immatriculée au Registre du Commerce de Paris et des Sociétés sous le numéro 775 665 599, représentée par Mme Julie Gonnet, Responsable de la Division Territoires et Entreprises, dûment habilitée aux fins des présentes ;

(ci-après l'« Agence ») ;

D'AUTRE PART,

(ensemble désignées les « Parties » et séparément une « Partie »),

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE

La Région Ile de France et l'AFD ont signé le 28 juin 2018 une convention de financement n° CVN 1213 01 B (ci-après la « Convention ») portant sur une subvention d'un montant total maximum de cinq cent mille euros (500 000 EUR) aux fins de financer un projet consistant à améliorer l'environnement urbain à Hanoï à travers des actions sur la planification urbaine, la qualité de l'air, la gestion écologique des espaces verts et la gestion des déchets (le « Projet »).

Le présent Avenant (ci-après l'« Avenant ») a pour objet de proroger la Date Limite d'Utilisation des Fonds, la Date Limite de Versement des Fonds et la Date limite d'Achèvement Technique ainsi que de modifier la description et le Plan de financement et budget du Projet. Ces changements sont liés (i) au contexte sanitaire qui a empêché la réalisation de missions d'experts au Vietnam, obligeant à modifier les actions prévues tout en préservant autant que possible les résultats attendus (ii) à des blocages politiques qui ont également entrainé des modifications tout en préservant au mieux les objectifs du projet.

CECI EXPOSE LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - MODIFICATION DE L'ARTICLE 3.2.4.-

Le Bénéficiaire s'engage et fera en sorte que les Bénéficiaires finaux s'engagent à ce que les fonds versés sous forme d'Avance soient intégralement utilisés au titre des Dépenses Eligibles au plus tard le 31 décembre 2022 (ci-après désignée la < Date Limite d'Utilisation des Fonds >).

ARTICLE 2 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 3.3

La Date Limite de Versement des fonds est fixée au 30 juin 2022.

La dernière demande de Versement devra parvenir à l'Agence au plus tard quinze (15) jours calendaires avant la Date Limite de Versement. Au cas où cette demande serait effectuée dans le mois précédant la Date Limite de Versement, elle devra être adressée à l'Agence par lettre recommandée avec accusé de réception.

La fraction de la Subvention qui n'aurait pas été utilisée à cette date sera annulée de plein droit.

ARTICLE 3 – MODIFICATION DE DEUX DEFINITIONS DE L'ANNEXE 1A

Les définitions de l'Annexe 1A suivantes sont modifiées comme suit :
- « Date d'Achèvement Technique » : désigne la date de l'achèvement technique du Projet, qui est prévue le 31décembre 2022. ».
- « Date Limite d'Utilisation des Fonds » désigne la date telle que définie à l'article 3.2.4 de la Convention, qui est prévue le 31 décembre 2022. ».

ARTICLE 4 – MODIFICATION DE L'ANNEXE 2

Dans la partie I de l'Annexe 2, les composantes du projet sont remplacées par les dispositions suivantes :
« - Composante 1 : Intégration de la qualité urbaine et environnementale dans la planification et gestion écologique des espaces verts et de l'éco-cité de Chuc Son.
- Composante 2 : Limitation de l'impact de la pollution atmosphérique et évaluation
- Composante 3 : Réduction de la production des déchets. »

ARTICLE 5 – MODIFICATION DE L'ANNEXE 3

Dans la partie II de l'Annexe 3, le budget prévisionnel indicatif est remplacé par le tableau suivant :

Ref.	Activités		Coût Unitaire	Nbre d'unité	sous-total	Montant total en €	Affectation dépenses	Valorisation/contribution directe
1.	Composante 1							
Composante 1: Intégration de la qualité urbaine et environnementale dans la						Montant	Affectation dépenses	Valorisation/contribution directe
1.1	Méthodologie pour une planification urbaine durable et protectrice de l'environnement:							
	* Expertises:	- IAU	100000+55000	1	155000		AFD	contribution directe
		- HUPI	35000	1	35000		CPH	
	* Ateliers de formation		26666	3	80000		AFD/RIF/ENSA Belleville	contribution directe
	* Expertise agents RIF		frais de mission: 5630 coût expertise: 11640	2 missions de 6 jours	17270		AFD/RIF	valorisation/ contribution directe
	* Publication du livret méthodologique		20000	1	20000		AFD	
1.2	Design d'espaces publics valorisant la qualité urbaine et environnementale du district de Hoan Kiem							
	Etude "Design urbain":	- consultant étranger	50000	1	50000		RIF	contribution directe
		- consultant vietnamien	30000+75000		105000		CPH	
1	TOTAL composante 1					462270		
Composante 2 : Mesurer et limiter l'impact de la pollution atmosphérique à						Montant	Affectation dépenses	Valorisation/contribution directe
2.1	Accompagnement technique des politiques publiques de réduction de la pollution de l'air							
	* Expertises :	- Air Parif	90000+25000	1	115000		AFD	contribution directe
	* Missions d'entreprises IDF		3000/mission	1 mission	3000		RIF	
2.2	Communication							contribution directe
	* Evenement de sensibilisation		60000		60000		CPH	
2	TOTAL composante 2					178000		
Composante 3: Réduction de la production des déchets à Hanoi						Montant	Affectation dépenses	Valorisation/contribution directe
4.1	Stratégie de réduction des déchets à Hanoi							
	* Etude "Réduction des déchets"				40000		AFD/RIF	contribution directe
	* Expertise agents RIF		frais de mission: 5630 coût expertise: 11640	2 missions de 6 jours	17270		AFD/RIF	valorisation/ contribution directe
	* Missions d'entreprises IDF		3000/mission	2 missions	6000		RIF	
4.2	Communication et Exposition grand public			1	32580		AFD/RIF	contribution directe
4	TOTAL composante 4					95850		
	Coordination							
	Divers et imprévus		Forfait			8340	AFD	contribution directe
	Frais de gestion Expertise France*		12% / 36 mois			53400	RIF	contribution directe
	Coordonateur à HN			36 mois à 20%		36720	RIF	valorisation
	Chef de projet à HN			36 mois à 100%	145200+40000	185200	AFD	contribution directe
	locaux projet			36 mois		30000	CPH	valorisation
	mission de coordination IDF		2000	1 x an		6000	AFD	contribution directe
	stagiaires			2 x 3 mois		3220	RIF	contribution directe
	TOTAL					322880		
	TOTAL (euros)					1,059,000		

ARTICLE 6 – DÉCLARATIONS

A la date de signature du présent Avenant, le Bénéficiaire réitère les déclarations figurant à l'article 5 (Déclarations) de la Convention.

En outre, il déclare :

a) qu'il a la capacité de signer cet Avenant et d'exécuter les obligations qui en découlent et qu'il a effectué toutes les formalités nécessaires à cet effet ; et

b) que la signature de cet Avenant et l'exécution des obligations qui en découlent ne sont contraires à aucune disposition légale, loi ou réglementation nationale ou internationale qui lui est applicable, à aucun de ses documents constitutifs (ou documents équivalents) ou à aucune convention ou acte obligeant le Bénéficiaire ou engageant l'un quelconque de ses actifs.

ARTICLE 7 - AUTRES DISPOSITIONS

Toutes les autres dispositions de la Convention demeurent inchangées dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires avec le présent Avenant.

Le présent Avenant prend effet à compter de sa signature entre les parties et demeure en vigueur jusqu'à l'expiration de la convention.

Fait en deux (2) exemplaires originaux, à PARIS, le

LE BENEFICIAIRE
Représenté par

Mme Valérie PECRESSE
Présidente de la Région Ile-de-France

_____

L'AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT
Représentée par

Mme Julie GONNET
Responsable de la Division Territoires et Entreprises (TEE)